



Tunisie : le journaliste Mohamed Yousfi doit être libéré immédiatement

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO exigent la libération immédiate de Mohamed Yousfi, rédacteur en chef du média indépendant tunisien Al Qatiba.

Placé en détention le 5 septembre 2026, Mohamed Yousfi fait l'objet d'une enquête portant notamment sur des publications Facebook. Il a également été interrogé sur son travail journalistique et sur la ligne éditoriale d'Al Qatiba.

Cette procédure intervient après une campagne de dénigrement visant le journaliste (accusé sur les réseaux sociaux de blanchiment d'argent ou de corruption), en réaction à ses enquêtes (notamment sur la pénurie d'eau) et à ses prises de position critiques à l'égard du pouvoir politique.

À travers Mohamed Yousfi, c'est une nouvelle fois le journalisme indépendant qui est attaqué en Tunisie. Comme Mourad Zeghidi, emprisonné depuis mai 2024, et plusieurs autres confrères et consœurs, il est aujourd'hui visé dans un contexte de répression croissante contre les journalistes.

Nos organisations s'associent à la mobilisation du Syndicat National des Journalistes Tunisiens (SNJT) et à celle de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui a rappelé qu'une telle arrestation adresse un message d'intimidation à toute la profession.

Enquêter, informer, révéler des faits d'intérêt public, ou exercer un regard critique ne constituent pas des crimes. Les campagnes de haine et de diffamation ne peuvent devenir le prélude à des poursuites judiciaires, ni la justice un instrument pour faire taire les voix indépendantes.

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et SGJ-FO exigent la libération immédiate de Mohamed Yousfi et affirment leur pleine solidarité avec le SNJT.

Enquêter n'est pas un crime. Informer n'est pas un crime. Critiquer n'est pas un crime.

Paris, le 7 septembre 2026